

Carte militaire : Joyandet menacé d'une plainte

PB (lefigaro.fr) avec AFP

17/09/2008 | Mise à jour : 15:26 | Commentaires 8

Quatre élus mosellans accusent le secrétaire d'Etat à la Coopération de s'être vanté d'avoir contribué à la suppression de la base de Metz au profit de celle de Luxeuil-les-Bains.

Un mois et demi après l'annonce de la [nouvelle carte militaire](#), deux déclarations d'Alain Joyandet provoquent l'ire de quatre élus de Moselle, qui menacent de porter plainte contre le secrétaire d'Etat à la Coopération pour «trafic d'influence». La première est parue dans le numéro de septembre de la revue de l'Association nationale des maires ruraux : Alain Joyandet y reconnaît que «des décisions qui touchent d'autres sites qui ne devaient pas être affectés, comme Metz» avaient été prises pour maintenir le régiment de Luxeuil-les-Bains, en Haute-Saône.

Cette déclaration vient s'ajouter à celle parue dans l'Est Républicain du 24 juillet : « Pour maintenir Luxeuil, il a fallu « piquer » des choses ailleurs, comme la suppression anticipée de l'unité de Metz », déclarait Alain Joyandet.

Ces propos du secrétaire d'Etat à la Coopération -et par ailleurs maire de Vesoul, chef-lieu de la Haute Saône- ont fait sortir de leurs gonds le député UMP Thierry Jacquat, le sénateur DVD Jean-Louis Masson, Thierry Hory (DVD) et François Henrion (SE), respectivement maires de Marly et d'Augny, deux communes situées à moins de dix kilomètres de Metz.

Dans une lettre adressée à Nicolas Sarkozy, ils demandent au chef de l'Etat de «réexaminer l'ensemble du dossier». «Il s'agit d'un vrai scandale car un ministre se vante d'avoir injustement fait supprimer 2.524 emplois à Metz-Frescaty. Une telle façon d'agir est contraire à tous les principes républicains», s'insurgent-ils. «Si nous n'obtenions pas satisfaction, nous sommes décidés à saisir la justice. Plus précisément, nous porterons plainte auprès du procureur de la République de Paris contre M. Joyandet pour trafic d'influence commis par une personne exerçant une fonction publique».

Contacté par lefigaro.fr, l'entourage du secrétaire d'Etat juge la «polémique infondée». Ce sont des «paramètres objectifs» qui ont forcé la décision. Par ailleurs, il juge le terme «trafic d'influence» «beaucoup trop fort». Enfin, il précise qu'Alain Joyandet est «prêt à discuter» avec les élus mosellans.

Metz est la ville qui a payé le plus lourd tribut de la réforme de la carte militaire : 6 000 hommes, soit 10% de l'effort national.